

**Allocution de S. E. Mme Laura Baeza,  
Ambassadeur de l'Union Européenne en Tunisie.  
Ouverture du 10<sup>ème</sup> Forum des Economistes  
5 juin 2014 - Hammamet**

Monsieur Haddar, Président de l'Association Tunisienne des Economistes,

Mesdames et Messieurs les économistes et membres de l'ASECTU,

Je tiens à vous remercier de m'avoir invitée à cette journée d'ouverture de votre forum annuel.

Quiconque se rendrait à cette conférence après trois ans d'absence, serait certainement impressionné par les transformations qu'a connues la Tunisie pendant cette période.

Qui aurait pu croire, en effet, que ce pays de la rive Sud de la Méditerranée serait à l'origine du plus profond mouvement de démocratisation du monde arabo-musulman que l'on ait connu.

Qu'en trois ans, le pouvoir, détenu par un seul homme pendant plus de vingt ans, serait transféré pacifiquement plus de trois fois à des exécutifs de couleurs politiques différentes.

Et enfin, qu'une nouvelle Constitution, reflet des aspirations diverses de sa population et des fondements de son histoire viendrait consacrer des débats que la population se sera, dans une large mesure, appropriés.

La reconnaissance pleine et entière du fait religieux et de la liberté d'expression aurait également probablement étonné notre visiteur égaré.

\*\*\*

Pourtant, malgré ces succès aussi historiques qu'inattendus, la Tunisie m'apparaît aujourd'hui en proie à ce que j'appellerais *la frustration des transitions démocratiques*.

Il semble en effet, qu'une fois passée la ferveur qui a caractérisé ces événements, les attentes nombreuses qu'ils ont suscités peinent à trouver un début de réponse. C'est notamment le cas dans le domaine de l'économie qui nous occupe aujourd'hui.

Force est de reconnaître, en effet, que plusieurs des facteurs souvent cités comme causes de la révolution restent problématiques.

- Le chômage, notamment des jeunes, demeure supérieur aux niveaux déjà trop élevés atteints à la veille de la révolution.
- De même, dans les régions défavorisées, en dépit d'efforts importants de la part des autorités publiques, les conditions de vie des populations vulnérables ne se sont pas améliorées de façon visible et substantielle.
- De façon plus générale, l'inflation des denrées alimentaires et de nombreux autres produits ont mis à mal le pouvoir d'achat de nombreux tunisiens.
- Sur le plan macro-économique enfin, des conditions globales et régionales difficiles, conséquences d'un monde qui ne se remet que difficilement du choc de la crise financière de 2008, ont significativement limité les marges de manœuvre des autorités, notamment en matière de relance économique.

Ainsi, alors que sur le plan politique des progrès significatifs ont été enregistrés vers la constitution d'un régime stable et légitime, leur transcription sur le plan économique continue à se faire attendre.

Une montée des frustrations est dans ces conditions compréhensible. Je dirais même que la tentation du repli sur soi ou d'un retour en arrière, vers des pratiques peu satisfaisantes mais ayant l'avantage d'être connues pourraient être vues par certains comme légitimes.

Il me semble donc particulièrement opportun, à ce moment charnière de la transition tunisienne, de prendre du recul et de s'interroger, comme vous y avait invité les participants de ce colloque, sur les perspectives de moyen terme des événements qui se déroulent sous nos yeux, notamment à la lumière des transitions comparables qui ont eu lieu au cours des dernières décennies – en Amérique latine, en Espagne au Portugal ou, plus récemment, en Europe de l'Est et en Indonésie.

\*\*\*

Des études récentes menées par les institutions de Bretton Woods et autres sur les épisodes de transition démocratique montrent que, loin d'être unique, ce sentiment de frustration est, en fait, plutôt normal.

Caroline Freund de la Banque mondiale montre par exemple, à partir d'un échantillon de 160 transitions, que si l'établissement permanent de la démocratie est source de croissance accrue à long terme, la démocratie n'est pas en soi un facteur de croissance pendant les périodes de transition et que les coûts à court terme sont souvent importants, notamment lorsque celles-ci s'éternisent.

L'économiste montre également que les chances de succès d'une transition vers une démocratie pleine et entière sont dépendantes des conditions initiales (par exemple le niveau de revenu ou le niveau d'éducation des femmes) et conclue, dans le cas de la Tunisie, que celles-ci sont réunies.

En prenant des comparaisons plus proches de nous, on constate qu'alors que la Tunisie a, dès 2012, retrouvé, puis dépassé, le niveau de PIB qu'elle avait atteint en 2010, les pays de l'Est de l'Europe ont dû attendre près de 10 ans pour retrouver celui de 1989.

De telles conclusions amènent donc à relativiser la volatilité actuelle des sentiments en faisant le constat que le déclenchement des événements de janvier 2011 marquait le début, plutôt que l'aboutissement, d'un processus de transformation qui sera long et traversé, sur le plan économique, par des épisodes de repli.

Mais elles suggèrent également que ces difficultés de court terme permettront à plus long terme d'atteindre une plus grande prospérité et que la Tunisie, à ce stade, est mieux partie pour les atteindre qu'une grande partie des pays qui l'ont précédée.

\*\*\*

Ces études demandent bien évidemment à être confirmées et complétées; et les travaux que vous allez mener au cours de ces journées permettront certainement de mieux cerner ces relations et leur transposition hypothétique dans le contexte régional et, singulièrement, celui de la Tunisie.

Mais quelques soient les conclusions auxquelles vous parviendrez, il demeure consensuel que les défis économiques auxquels font face les autorités et la population tunisienne sont bien réels.

Permettez-moi d'en citer trois qui me paraissent importants:

- A court terme, il est crucial de poursuivre les efforts entrepris depuis plusieurs mois pour rétablir ou renforcer les fondamentaux macro-économiques et financiers de la Tunisie. Ceux-ci demeurent, en effet, la condition sine qua non d'une reprise de l'investissement privé, tant domestique qu'étranger, qui, seul, permettra de créer des emplois pérennes, y compris dans les régions.

- A moyen terme, il importe de mettre en place les réformes nécessaires à une meilleure allocation des ressources afin d'achever la transformation structurelle de l'économie tunisienne en consolidant les secteurs dynamiques qui permettront une hausse de la productivité et des revenus ainsi qu'en déployant les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ceux dont les dotations ont été sous ou mal exploités – dans le domaine agricole notamment.
- Sur le long terme, il s'agira de construire un processus de croissance inclusive qui réponde véritablement aux remises en cause de la révolution de janvier 2011. Par croissance inclusive, j'entends un système de gouvernance garantissant que chacun participe pleinement au processus de croissance mais également que tous prennent part à un partage équitable des bénéfices qu'elle génère.

\*\*\*

Ma conviction profonde est que l'Union Européenne a un rôle particulier à jouer dans l'appui à un tel processus.

Comme vous le savez, dès le lendemain de la révolution, nous avons augmenté fortement nos engagements envers la Tunisie

Le Partenariat Privilégié a mis en place une approche incitative dite "more for more", qui vise à calibrer notre coopération au niveau d'ambition des réformes entreprises, allant, bien évidemment, de le sens du renforcement de la gouvernance démocratique. Ainsi, les déboursements de l'UE en faveur de la Tunisie ont plus que doublé, passant de 300 millions d'euros sur la période 2007-10 à près de 750 millions d'euros<sup>1</sup> sur la période 2011-14.

Alors que la Tunisie représente 6% du PIB et de la population des pays voisins du Sud de l'UE, elle a recueillie plus de 11% des fonds alloués à cette région et près de 40% des financements octroyés au titre du "more for more" ou facilité SPRING.

A ces efforts sous forme de dons, s'ajoutent les prêts gérés par la Direction Générale des Affaires Economiques et Financières (DG ECFIN) qui atteindront 300 millions d'euros sur la période 2014-15 ainsi que les engagements de la Banque Européenne d'Investissement estimés à 300 millions d'euros par an et, plus récemment, de la BERD.

Cet effort financier, engagé dans un contexte de crise économique en Europe, s'est accompagné d'un dialogue étroit avec l'ensemble des parties prenantes visant à informer les choix de politiques économiques et à appuyer leurs mises en œuvre une fois orientations arrêtées.

L'UE a pour cela mobilisé l'ensemble instruments de coopération et de dialogue à sa disposition.

- Les montants d'aide décaissés sous forme d'**appui budgétaire** ont été augmentés afin d'aider au financement des déficits de la balance des paiements et du budget national et appuyer des programmes de réformes multisectoriels.
- Ainsi, alors que 37 millions d'euros étaient décaissés au titre de cet instrument en 2010, ils pourraient atteindre près de 360 millions d'euros en 2014 en ajoutant l'aide macrofinancière.
- Ils ont permis, à titre d'exemple, de financer en 2011 des transferts d'urgence à hauteur de 156 millions de Dinars en faveur des collectivités locales leur permettant de continuer à fonctionner normalement. C'est également dans le cadre de ces programmes que la réglementation du secteur de la microfinance a été réformée afin de permettre son expansion et sa diversification avec, notamment, l'entrée de nouveaux acteurs ou l'expansion de la couverture des réseaux à des régions jusqu'alors exclues.

---

<sup>1</sup> 745 = 545 (2011-2013) + 200 (2014).

- De même pour les **jumelages** – un instrument développé dans le contexte de la transition des pays de l'Europe de l'Est qui permet la mise en place de partenariats entre hauts cadres des administrations des deux parties autour de projets de réforme.
- Près de 20 contrats de jumelage ont été signés pour un montant cumulé de 21,5 millions d'euros dans des domaines allant de la réforme de la justice à celle des finances publiques ou encore de la politique monétaire au sein de la Banque Centrale de Tunisie.
- Avec l'établissement de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement et l'extension des interventions de la Banque Européenne d'Investissement dans ce domaine, de nouvelles modalités d'**appui au secteur privé**, bénéficiant de l'expérience d'autres pays en transition, ont été mises en place dans des délais rapprochés.
- Et nous comptons à l'avenir soutenir davantage ces institutions, notamment par l'intermédiaire de bonification de taux d'intérêts ou de garanties afin de leur permettre d'étendre leurs activités, notamment pour l'appui aux PME.

\*\*\*

Au-delà de tout l'apport technique et financier que nous avons mis à disposition de la Tunisie dans cette phase délicate de son histoire, nous ambitionnons d'aller plus loin dans la direction d'une intégration plus poussée de nos économies. C'est cela l'esprit de l'Accord de Libre Echange Complet et Approfondi – connu sous son acronyme ALECA- que nous sommes en train de préparer et espérons pouvoir lancer dans un futur proche.

Cet accord devra consolider l'ouverture existante sous l'Accord d'Association, que, comme vous le savez, est essentiellement limitée aux produits industriels manufacturés.

Et pour ce faire, nous avons proposé de nous concentrer sur la réduction des obstacles non tarifaires qui entravent encore nos échanges, de simplifier les procédures douanières, de libéraliser l'agriculture et aussi les services qui sont devenus le vrai moteur de nos économies, et enfin d'encourager davantage les investissements et mieux les protéger.

L'ALECA impliquera de nouvelles ouvertures réciproques mais surtout des efforts de rapprochement à la réglementation européenne, ce qui devra améliorer la transparence et le climat des affaires pour les opérateurs tant européens que tunisiens.

Une chose est claire : l'ALECA est une proposition ambitieuse, et par conséquent une forte décision politique, ainsi que des efforts importants qui doivent être entrepris par la Tunisie pour mener à bien la modernisation et l'ouverture de son économie.

C'est aussi très important de bien préparer les négociations, et identifier les priorités de la Tunisie pour une intégration plus poussée dans le marché intérieur européen.

Vous, les universitaires, les instituts de recherche, vous avez un rôle clé à jouer, en concert avec les futurs négociateurs tunisiens et le secteur privé pour bien comprendre les enjeux, et préparer le terrain en vue de lancement des négociations le moment venu.

Dans cet esprit, je vous invite tous à participer à la consultation de la société civile sur l'ALECA que nous organisons avec Mme la Ministre du Commerce Mme Moalla Harrouch le 18 juin à Tunis. Mme Dodini, chef de la section commerciale à notre Délégation et qui sera présente au diner débat de ce soir, pourra vous donner plus de détails sur ces aspects.

Enfin, je renouvelle ma joie d'être parmi les chercheurs les plus éminents de Tunisie et je vous souhaite une conférence fructueuse.